

LE COMBAT SOCIAL

ORGANE DE LA FÉDÉRATION RÉVOLUTIONNAIRE

Adresser tout ce qui concerne le *Combat Social*, au membre délégué : Félix SPRINGAEL, 35, Allée Verte, Bruxelles

La F. R. a décidé d'intituler son bulletin dorénavant : **Le Combat Social**

ROYAUTÉ

Au moment où nous écrivons, la comédie bat son plein. Le roi défunt est enterré, la curée a commencé.

Léopold II fut le roi des capitalistes. Cela suffit à caractériser sa vie, qui fut celle d'un grand financier, avec la morgue le manque de scrupules et la tendance à la débauche de mineures. — D'après Jean de Bonnefon, Caroline connut Léopold à l'âge de 16 ans.

Pourtant nous sommes loin de comprendre l'accès de moralité de ces princesses qui, de loin, à peine leur père mort, mettent l'embargo sur tout ce qu'il a pu donner à son épouse morganatique.

Les « aventuriers » que ces princesses ont hissés jusqu'au trône — pour employer l'expression de Léopold lui-même — ont donc bien besoin de redorer leur blason !

Il est vrai que la princesse Louise vient d'être déclarée en faillite...

Oh, la jolie famille !

Oh, la boue que l'on remue : les concubines, les mariages morganatiques et autres saloperies, et les palais dorés aux ponts suspendus, les limousines complices des fuites éperdues, les larbins qui se hâtent de renier les constitutions de sociétés du mort, les faillites honteuses qui frisent le code pénal, les créanciers qui viennent faire le pied de... grue — coïncidence bizarre des mots — devant le convoi funèbre.

Exploitation, coups de bourse, du côté des hommes ; gaspillages et faillites, coté des femmes ; manque absolu de scrupules des deux côtés.

Tous des parasites, et de sales parasites.

N'oublions pas s. v. p. que la princesse Louise n'a aucun droit à réclamer ce que le roi a laissé à Caroline — elle n'a jamais rien f... ichu pour gagner un centime — il

n'est qu'un seul créancier qui ait des droits : c'est le travailleur.

Tout ce que ces gens avaient, comme tout ce qu'ils ont : Léopold, Caroline, Louise, et toute la clique, cela a été gagné par l'ouvrier à la sueur de son front — et cela lui a été volé.

* * *

Et Bébert qui va succéder à Popol, ne changera rien à la tradition.

Il va lui aussi nous coûter annuellement 3,300.000 fr. — sans compter les petits bénéfices... — pour ne rien faire et n'être d'aucune utilité.

Pourquoi Jean Prolo n'a-t-il pas profité de l'occasion pour supprimer cette étiquette coûteuse et anachronique qu'on appelle la royauté ?

Pourquoi le parti ouvrier n'a-t-il pas appelé ses masses profondes à la lutte pour le triomphe de la République ?

Parce que ce n'est pas seulement une royauté mais toutes les royautés qu'il faut supprimer : royautés de la finance, de l'industrie, du commerce, etc. ?

Peut-être !

Mais il eut été bon tout de même de pousser la classe ouvrière en avant, toujours en avant, à cette occasion, comme à toutes les occasions.

Nous sommes encore une fois roulés !

Jusques à quand, N. de D. jusques à quand ?

Nous avons envoyé le premier numéro à tous ceux que nous connaissons comme susceptibles d'approuver notre action et de nous venir en aide.

Nous leur envoyons encore le numéro 2; toutefois comme nos ressources sont encore trop modiques nous ne pourrions plus envoyer les numéros suivants qu'à ceux qui voudront bien nous faire parvenir leur obole.

PATRIE!

Quand j'entends prononcer ce mot terrible, mon imagination épouvantée, me représente instantanément d'innombrables hécatombes, de cadavres détrossés, éventrés et déchiquetés, d'interminables convois de jeunes gens à jamais estropiés,

de pauvres vieux qui sanglottent en appelant leurs fils bien-aimés, des fiancées jeunes et pleines de vie, entraînés au suicide par un amour transformé en désespoir, des populations qui se lamentent sur les ruines de leurs habitations, pillées et incendiées, des paysans qui gémissent sur leurs moissons ravagées, des femmes violées et syphilitées, des enfants qui se débattent en hurlant et grimaçant au bout des bayonnettes « civilisatrices », des mares de sang, des lambeaux de chair, des fragments de cervelles, des viscères en bouillie, de pleurs, des râles, des spasmes, des boyaux, puis horreur, honte, malédiction ! des prêtres bénissant les drapeaux et des ivrognes beuglant :

Mourir pour la patrie aux appels du tambour

Le patriotisme corrompt tout ce qu'il touche. C'est pour lui qu'on a mis la science au service du crime ; c'est pour lui que, de nos jours encore, hélas ! des savants appellent « progrès » le perfectionnement indéfini de l'art de s'entretuer !

Le patriotisme, c'est la folie du meurtre et le dernier rempart du capitalisme. Quand les prolétaires de tous les pays se donneront la main, les exploités auront vécu.

Dans tous les pays du monde on fait enseigner dans les écoles l'amour de la patrie, parce que dans tous les pays l'enseignement est entre les mains des possédants. Faire aimer cette chimère qu'on appelle patrie c'est pour eux un moyen sûr de diviser les peuples, et par suite de perpétuer l'esclavage.

« Diviser pour régner » telle est bien leur devise. Après avoir divisé les peuples entre eux, il jettent encore le discord dans le prolétariat de chaque pays. En Belgique, les luttes entre flamands et wallons résultent surtout des provocations intéressées de la bourgeoisie. Ils entretiennent ainsi le patriotisme de clocher, l'esprit socialiste et vont même jusqu'au sein des hommes qui luttent pour un même but humanitaire !

Mais la bourgeoisie qui, en faussant notre éducation, nous fait aimer la patrie (sans

jamais avoir pu expliquer ce que c'est), en a-t-elle une de patrie ?

N'a-t-elle pas toujours évité le service militaire autant qu'elle a pu ?

Lors des grèves et des lockouts ne va-t-elle pas chercher des sarrazins dans les autres pays ?

Quand elle place ses capitaux ce n'est point dans son pays mais dans celui où l'exploitation rapporte le plus.

Quand elle fait une commande ce n'est point de préférence dans son pays, mais dans celui qui peut livrer aux meilleures conditions !

Le vrai type du capitaliste qu'était Léopold II, en même temps que le représentant « désintéressé » à force de millions de « notre » patrie, nous a donné à ce sujet des exemples aussi nombreux que cyniques !

* * *

Quand un artiste nous présente une œuvre d'art nous devons, n'est-il pas vrai ? la juger d'après les émotions qu'elle provoque en nous, non d'après son pays d'origine !

Quand un savant fait une découverte, le degré de notre joie se mesure à celui de son utilité, non à la question de savoir si le savant est français, belge ou chinois.

Pour nous, quel que soit le point du globe où il est né l'homme sincère et bon qui lutte pour un meilleur avenir, est notre frère.

Mais tout individu, quelle que soit son étiquette ou sa nationalité, qui contribue au maintien de l'ordre capitaliste, celui-là est notre ennemi ! Et comme intérêts à défendre nous ne connaissons et ne voulons connaître que ceux du prolétariat !

Aussi n'est-il qu'une guerre qui nous paraisse juste : *c'est la guerre sociale* ! Pour celle-là nous serons toujours prêts. Quant aux autres guerres que les intéressés les fassent eux-mêmes ! Nous marquerons les coups ! et conformément à la résolution du congrès international socialiste de Stuttgart nous nous insurgerons.

Pour terminer nous protestons avec énergie contre les mandataires du prolétariat qui demandent « l'accord patriotique des partis pour réorganiser la défense nationale... car en pratique cela équivaut à dire qu'il faut renforcer les moyens de répression les plus brutaux, des mouvements prolétariens !

LA QUESTION MILITAIRE

La Belgique a donc eu sa question militaire et pendant un nombre considérable de séances, nos honorables on discuté, au Parlement, et dans les coulisses, à quelle sauce les ouvriers belges seraient militarisés.

Il ressortait d'une déclaration faite à la Chambre par Hellebaut, l'empanaché,

que la loi militaire de 1902 ne donnait pas au gouvernement le nombre d'hommes nécessaires : la conclusion était une refonte de notre système de recrutement.

Cette déclaration — véritable pavé dans la mare cléricale — fit, à l'époque, un joli tapage.

Le gouvernement déposa un projet de loi.

Nous ne voulons pas laisser nos lecteurs en reproduisant les discussions qui se produisirent. Les cléricaux Vieille droite, antimilitaristes lorsqu'il s'agit d'eux-même ou de leurs enfants, mais qui ne se sont jamais gênés d'envoyer dans les casernes les enfants du peuple, défendirent avec acharnement les privilèges bourgeois, la Jeune droite appuya le projet gouvernemental, les libéraux profitèrent de la circonstance pour essayer une militarisation à outrance du pays, les socialistes défendirent un projet consistant à appeler tous les Belges sous les armes pendant un temps très réduit.

Finalement, une loi fut votée, loi qu'Antoine Delporte, définissait ainsi lors du vote final :

« Si, d'une part, elle supprime le tirage au sort et le remplacement, d'autre part, elle intronise l'expédient de l'appel d'un fils par famille, lequel répartit d'une manière injuste entre les habitants des diverses contrées les charges personnelles imposées aux Belges, elle exonère les moines de tout temps de service actif global imposé à l'ensemble des miliciens.

« Il impose le service général à tous les enfants naturels »

A. Delporte ajoutait qu'il voterait la loi parce que le C. G. du Parti Ouvrier en avait ainsi décidé, et appelait de tous ses vœux une réforme prochaine de la loi, diminuant sérieusement le temps de service en attendant le désarmement général.

Nous ne ferons ni aux catholiques — genre Wœste ou Helleputte — ni aux libéraux, l'honneur d'une critique.

Ces gens, défendant l'armée — rempart de leur domination de classe — sont dans la logique des faits, mais que nos amis socialistes aient cru devoir voter un système militaire quelconque, c'est ce qui dépasse notre entendement — ceci au point de vue purement socialiste et antimilitariste.

Mais même si nous nous plaçons au point de vue réformiste la nouvelle loi ne contient-elle pas de privilèges aussi exorbitants que les privilèges anciens ?

Cette nouvelle loi n'est-elle pas une aggravation des charges militaires, personnelles et financières ?

Oui, certes.

Et la réponse affirmative se trouve dans la déclaration du citoyen Delporte, déclaration que nous venons de reproduire.

Le remplacement et le tirage au sort, restes odieux d'un régime disparu, sont supprimés ! Très bien.

Mais les jeunes bourgeois en âge de milice n'ont-ils pas cent moyens d'être ajournés ou exemptés sous prétexte d'étude à finir, d'obligations commerciales et autres prévues dans la loi ?

Le système d'un fils par famille ne frappera-t-il pas beaucoup plus lourdement nos populations industrielles, où la propagande néo-malthusienne a pénétré et réussi que les populations agricoles flamandes ou la « lapinisation » est un crédo ?

Si le gouvernement a présenté une nouvelle loi n'est-ce pas pour enrégimenter un plus grand nombre d'hommes ?

Les 5000 soldats que donne le nouveau système, n'amèneront-ils pas fatalement une augmentation financière des charges militaires ?

Que fait-on alors des principes socialistes : *pas un homme, pas un sou au militarisme* ?

Il ressort de tous ceci que la nouvelle loi militaire, votée avec l'appui du groupe socialiste à la Chambre, ne peut donner satisfaction à la classe ouvrière : loin de réduire les charges militaires, elle les aggrave ; finalement, si elle supprime d'anciens privilèges, elle en instaure de nouveaux, sinon aussi criants au moins aussi injustes.

Le vote de la loi militaire prouve, à suffisance que le réformisme fait dans les rangs socialistes des progrès dangereux, et qu'il est temps, plus que temps, que la classe ouvrière imprime à ses organismes politiques, une direction plus conforme aux principes du socialisme révolutionnaire.

ACTION DIRECTE

On se tromperait grandement en se figurant que la loi militaire est une loi démocratique.

Il ne faut pas se laisser prendre aux mirages : il serait insensé d'attendre un allègement quelconque d'une loi dont le but est manifestement d'accentuer la force du militarisme, de rendre plus efficace l'enrégimentement.

En principe, que tout le monde aille à la caserne cela est loin d'être un bien, et cela est évidemment plus mauvais, pour nous socialistes, que de n'y voir qu'une partie de la population virile.

Le parlement nous a fait une mauvaise plaisanterie. Il nous a dit : « Comment, vous vous plaignez d'aller à la caserne ? Eh bien, soit ! on va vous donner satisfaction... »

Vous vous figurez peut-être que cette satisfaction consiste à supprimer le service militaire. Que vous connaissez mal vos législateurs.

« Vous vous plaignez de devoir aller à la caserne, disent-ils ; eh bien pour vous

consoler on y enverra les autres aussi ! »

Voilà la solution démocratique — ô combien — dont viennent d'accoucher les Chambres. Il fallait qu'elle fut bien démocratique, pour que ce vieux démocrate de Léopold II tint à la signer, avant de rendre sa belle âme à Dieu !

Quelle solution ! Un grand nombre d'entre nous étaient exemptés de la caserne, à présent ; nous irons en plus grand nombre en attendant d'y aller tous, car ce système nous conduira rapidement au service général.

Et bien c'est là une très mauvaise solution pour les socialistes.

1^o Leur but est de démolir le militarisme et non de le renforcer ;

2^o Ce qu'ils poursuivent c'est, non pas l'égalité des charges militaires, mais la suppression de ces charges.

Seulement, voilà, pour aboutir il ne faut pas compter sur l'action parlementaire ; il ne faut compter que sur l'action directe.

Si l'on pose la question sur le terrain parlementaire, on se trouve entraîné, par la force des choses mêmes, dans la voie des concessions.

On vote les immunités pour ceci ; les 15 mois pour cela, et finalement le populo reste grosjean comme devant.

Si au lieu de penser à un « accord patriotique des partis » qui est tout bonnement une monstruosité, on avait posé la question sur le terrain de l'action directe, on n'aurait pas eu de compromission à faire, on n'aurait pas aidé le parti catholique à se refaire une virginité, on aurait obtenu une meilleure solution.

Le peuple est tout. A la caserne, à l'atelier, dans la rue ; il peut tout lorsqu'il le veut.

Il n'est pas difficile de faire comprendre aux plus ignares qu'il faut démolir le militarisme.

Si la discipline était sabotée à la caserne si les armes étaient sabotées dans les ateliers, si le patriotisme était saboté dans la rue, les gouvernants seraient acculés et force leur serait bien de faire des concessions.

Pour que l'ordinaire de la caserne soit amélioré, il ne suffit pas d'y envoyer des riches — qui avec leur argent iront manger ailleurs — mais il suffirait que les troupiers réclament sérieusement.

Pour diminuer le temps de service, il ne faut pas augmenter le nombre de soldats, mais il suffirait de répandre les idées antimilitaristes dans les casernes — et c'est ce que compte entreprendre à bref délai la F. R. — car on n'aime pas à garder les « fortes têtes » à l'armée.

Pour supprimer le militarisme, il n'y a qu'un seul moyen : faire l'éducation socialiste des masses.

Mais de cela, on ne voudra pas s'occuper ; sous prétexte de réaliser des réformes

on négligera l'éducation de prolétariat et on aura beau jeu alors pour dire qu'il est incapable de s'émanciper par l'action directe.

Pour tout esprit non prévenu, l'action directe restera cependant la seule tactique efficace. Quels qu'auraient été ses résultats, ils eussent été meilleurs que ceux que les parlementaires nous ont apporté.

Nous avons une armée de pauvres diables, une armée d'ouvriers qui pourrait très facilement se tourner de notre côté.

Nous aurons maintenant une armée où des bourgeois côtoieront nos frères de misère.

Les bourgeois ne deviendront pas socialistes, mais ils chercheront à corrompre nos camarades soldats.

L'action directe nous eut donné des résultats meilleurs parce qu'elle nous aurait gardé des compromissions et parce qu'elle remet toujours les questions sociales sur leur véritable terrain : celui de la lutte de classes.

Nos documents

L'affaire Ferrer a, plus que jamais, attiré l'attention sur le *Comité de Défense Sociale* (Adresse : Tissier, 16, rue Ste Marie, Paris). Nous signalons rapidement, ci-après, les étapes parcourues par cet utile organisme :

En 1904, l'ouvrier Pivoteau, exaspéré par la canaillerie de son contre-maître, tua celui-ci. A cette occasion quelques amis et camarades de travail organisèrent le *Comité Pivoteau*, qui, quelques mois plus tard, allait devenir le *Comité de Défense Sociale*.

Le comité Pivoteau œuvra énergiquement et obtint pour son protégé une forte diminution de peine.

Survint l'affaire Spano. Le C. de D. S. alors constitué mena une intense campagne en faveur de ce révolté et nul doute qu'elle aurait porté fruits lorsque Spano mourut.

Le C. de D. S. eut immédiatement à s'occuper de l'affaire des Quatre qui suivit l'attentat contre le roi d'Espagne, à Paris. On sait que cette campagne fut clôturée par l'acquiescement des accusés : Malato, Vallina, Harwey et Caussanel.

En 1906, le C. de D. S. parvint à déterminer un mouvement qui contraignit les gouvernants français à amnistier les condamnés antimilitaristes.

Entre temps le Comité s'occupait des poursuites intentées à Chandelier, à Le-maire, à Bastien.

Enfin il parvint à faire remettre Pivoteau en liberté après 4 ans d'emprisonnement.

Désorganisé après l'amnistie, le C. de D. S. se reconstitua au moment des événements de Villeneuve-St-Georges.

Il n'y a pas bien longtemps le C. de

D. S. parvint à arracher Girard et Jacquart des griffes des chats-fourrés.

Il intervint encore en faveur des innocents arrêtés à Tourcoing, sur la dénonciation de l'agent provocateur Caffier.

Le Comité parvint également à faire amnistier Branquet compromis dans les événements de Villeneuve.

En ce qui concerne l'affaire Ferrer, on sait combien le Comité se dévoua, et avec quel succès. D'autre part les meetings organisés et les affiches lancées par le C. de D. S. sont nombreux.

En présence d'une telle activité, on ne peut que féliciter le C. de D. S. de son beau courage ; ajoutons, qu'un organisme analogue est en voie de constitution en Belgique.

Lecteur, envoie ton obole au Combat

La Section Bruxelloise de la F. R. a quitté son local de la chaussée de Mons : la police de Cureghem étant intervenue auprès du propriétaire et en dehors de toute légalité.

Le local actuel est chez Demanet - Desmet, 7 rue Joseph Stevens (près la Maison du Peuple). Ce local est agréable et bien situé.

Les réunions ont lieu chaque lundi. L'une est privée, réservée aux membres du cercle, pour y examiner les questions d'ordre intérieur. L'autre est accessible aux personnes munies d'invitations. On peut s'en procurer au local, les jours de séance, ainsi qu'auprès des membres de la Section.

Un public relativement nombreux suit avec intérêt nos conférences publiques. Quant au nombre de nos membres, il suit une marche ascendante.

Voici l'ordre du jour des prochaines séances :

Lundi 27 décembre : séance privée — admission des nouveaux membres et propositions diverses. Boîte aux questions.

Lundi 3 janvier : 2^e causerie de J. Baré sur l'astronomie.

Lundi 10 janvier : causerie par G. Thonar : *Antimilitarisme*, à et en dehors de la caserne. Discussion générale.

Lundi 17 janvier : 3^e causerie par J. Baré sur l'astronomie.

Lundi 30 janvier : séance privée : divers.

Toutes les séances commencent à 8 h. du soir.

Nous ne saurions trop engager les camarades de province à créer des sections et à les affilier à la F. R. — Il y a moyen de créer ainsi un fort courant révolutionnaire et socialiste intégraliste, capable de secouer l'apathie des masses et de les entraîner dans une campagne d'agitation comparable à celle qu'ont suscitée, en France, la Confédération Générale du Travail et la *Guerre Sociale*.

Pour être efficace, notre mouvement doit se placer au-dessus des mesquines querelles de chapelle et des misérables questions de personnalités ; il doit s'occuper des grandes questions sociales et tenir les foules en haleine à l'aide de l'actualité.

Notre organe, qui devrait paraître plus souvent, nous aidera dans cette tâche.

Aux camarades de le soutenir.

MANIFESTE

DE LA

Fédération Révolutionnaire

Créée à Bruxelles le 15 août 1909

AUX TRAVAILLEURS

La classe ouvrière belge se désintéresse encore trop du sort qui lui est fait. Trop souvent, elle se courbe docilement sous la férule de ses maîtres; trop souvent, elle assiste indifférente à la perpétration des pires injustices.

Pourtant la vie du travailleur ne s'est guère améliorée. Politiquement, son intervention est vinculée; économiquement, il est traité en paria. La plus avantageuse réforme qu'il a pu obtenir, c'est une pension de 18 centimes par jour. Quant à la journée de 8 heures, sa conquête reste problématique. Aussi la misère matérielle, physique, intellectuelle et morale même continue-t-elle à exercer ses ravages dans les masses. Les longues et exténuantes journées, les salaires insuffisants font la partie belle à la dégénérescence physiologique, dont la tuberculose et l'ankylostomiasis sont des effrayants effets. Le nombre des illettrés reste considérable et les jouissances intellectuelles et artistiques continuent à être ravies aux travailleurs.

Le travail qui pourrait être une mise en pratique rationnelle des facultés humaines continue à être un exercice de forçat, rendu dangereux par la négligence des précautions les plus élémentaires et récompensé le plus souvent par les chômages et les crises industrielles.

L'usine est restée un bagne et la vie un enfer.

L'encasernement, la prostitution, l'alcoolisme, les préjugés forment toujours le lot des ouvriers, asservis qu'ils sont par la vérialité du capitalisme et l'insolence de la force brutale.

Cette situation va-t-elle perdurer longtemps encore?

L'émancipation des travailleurs n'est-elle pas possible? Faut-il désespérer du mouvement ouvrier?

Il y a des moments où l'on serait tenté de le croire.

Il fut un temps où la classe ouvrière paraissait mieux en marche vers sa libération. Il fut un temps où elle montrait de l'énergie pour conquérir sa place au soleil; il fut un temps où elle faisait trembler ses maîtres et vaciller le pouvoir.

Ce temps n'est plus, mais ne peut-il revenir?

Nous pensons que si! Il est possible de secouer l'engourdissement passager de la classe ouvrière et de lui rendre l'enthousiasme et l'énergie de jadis, car les travailleurs sont toujours aussi désireux de conquérir leur part de bonheur.

L'apathie actuelle est due à des causes qu'il est aisé d'écarter. C'est l'action électorale qui a énervé le mouvement socialiste. Oublieux de la parole de Karl Marx: « Prolétaires unissez-vous » les travailleurs se sont divisés en une foule de partis, alors que pour eux il ne devrait en exister qu'un seul: le parti de classes. Ils ont pris la dangereuse habitude de confier à des mandataires le soin de faire leurs affaires, alors que le même Karl Marx leur avait crié: « L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes. »

Sous l'influence des combinaisons et des promesses parlementaires, la tradition vraiment socialiste se perd jusque dans le ministérialisme.

Les aspirations populaires se concrétisent en des revendications puériles, l'esprit réformiste et temporisateur annihile l'esprit de révolte, rend les masses inertes et indifférentes aux tentatives de conciliation sociale; comme s'il était possible de concilier des intérêts aussi inéluctablement antagoniques que ceux des exploités et des exploités.

Il faut à tout prix remonter ce courant.

Des hommes de cœur ne peuvent rester insensibles à ce spectacle; les socialistes vraiment conscients se doivent à leurs idées de rendre aux ouvriers cette confiance en eux-mêmes, et en leur idéal, qui leur permettra de jeter bas une société corrompue qui ne connaît que l'odieuse triomphe de l'argent.

Pour cela, il faut recommencer à semer à pleines mains les idées émancipatrices. Dans les groupes et dans les syndicats, il faut replacer la bataille sociale sur son véritable terrain: celui de la classe; il faut rappeler au travailleur que le maître est son ennemi, et qu'il n'y a pas de paix sociale possible tant qu'il existera des exploités et des exploités; des gens ayant trop peu et d'autres ayant trop.

Il faut viriliser à nouveau le mouvement ouvrier et reprendre la devise du socialisme intégral: Guerre aux exploités! à la société capitaliste! à bas le salariat!

Camarades, syndicalistes, socialistes, libertaires, c'est à cette action décisive, féconde et libératrice que vous convie la Fédération Révolutionnaire.

Se plaçant au-dessus des stériles querelles de sectes, elle fait appel à tout les socialistes sincères, à tous ceux qui entendent œuvrer à l'émancipation humaine.

Aux syndicalistes, aux socialistes, aux libertaires, elle déclare: « Votre action ne peut aboutir réellement qu'à condition de vous placer nettement sur le terrain de la lutte de classes et d'employer les méthodes d'action directe ».

Aux syndicalistes elle déclare: « l'action corporative, n'est pas tout le syndicalisme; les ouvriers d'un corps de métier ne peuvent séparer leurs intérêts de ceux des travailleurs des autres corporations. L'émancipation d'une catégorie de travailleurs est étroitement liée à l'émancipation de la classe ouvrière tout entière. »

Aux socialistes parlementaires et réformistes, la F. R. déclare: « D'après vos propres déclarations, l'action parlementaire et les réformes ne sont que de petits côtés de la question; le socialisme a un but autrement important et qui consiste en une transformation radicale de la société actuelle. Retrempez votre activité aux sources de notre idéal. »

Aux libertaires, elle dit: « Votre propagande philosophique ne rime à rien si elle ne vise à faire de chaque travailleur un homme conscient, et de ces hommes conscients un faisceau, une force agissante. »

Aux uns et aux autres, la Fédération Révolutionnaire déclare qu'elle n'a aucunement en vue de détruire des organismes déjà existants; elle désire, au contraire, les compléter et en créer de nouveaux; qu'il ne s'agit pas d'assurer la suprématie de telle ou telle secte, mais de propager les idées fécondes du socialisme intégral.

Ce qui manquait jusqu'à présent, c'était un organisme absolument indépendant, suffisamment souple et mobile pour, dans tous les milieux, maintenir haut et ferme le drapeau du socialisme intégral, et qui ne se laisserait pas influencer par les contingences: un organisme qui serait un foyer rayonnant notre idéalisme socialiste; un organisme qui serait un foyer d'esprit de révolte, d'énergie, de propagande d'action directe.

Cet organisme, nous venons de le créer. A vous, syndicalistes, socialistes, libertaires, désintéressés et de bonne volonté, de lui apporter l'appui de votre concours.

Pour la Section Bruxelloise de la F. R.:

LE COMITÉ,

A. Léoto, A. Mathay, L. Philips, F. Springael, G. Thonar.

DÉCLARATION DE PRINCIPES

La Fédération Révolutionnaire:

1. Considérant que le but du Socialisme intégral est l'instauration d'un milieu social dans lequel chacun produira selon ses forces et ses facultés et consommera selon ses besoins;

2. que la réalisation totale ou parcellaire de cet idéal est incompatible avec le maintien du régime capitaliste, divisant la société en deux classes inéluctablement antagoniques: l'une qui exploite, l'autre qui est exploitée;

3. que si cette transformation sociale sera favorable à l'humanité tout entière, elle est néanmoins contraire aux intérêts immédiats de la classe capitaliste et que celle-ci s'y oppose par tous les moyens, y compris et surtout par la violence.

4. La Fédération Révolutionnaire constate: a) que l'émancipation des travailleurs ne deviendra réelle que par l'abolition du système capitaliste; b) que l'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes; c) que l'émancipation des travailleurs sera conquise essentiellement par l'action directe.

5. En conséquence, la Fédération Révolutionnaire se donne pour but; a) de propager l'esprit de révolte et la critique de la société capitaliste; b) de grouper les travailleurs dans des organismes économiques basés sur la lutte de classe, d'exploités à exploités, ou d'appuyer tout mouvement de l'espère; c) de participer d'une manière active à tous les conflits qui peuvent surgir entre ces deux classes.

EXTRAITS DES STATUTS

A. — La Fédération Révolutionnaire est constituée par les sections adhérentes.

B. — Pour faire partie d'une section de la F. R., il faut adhérer à la Déclaration de Principes et être admis par une assemblée générale de la section.

C. — Tout membre en retard de trois mois dans le versement de ses cotisations, sans raison plausible, est considéré comme démissionnaire.

D. — La caisse fédérale sert à assurer la propagande dans les endroits où son appoint est indispensable.

Le Secrétaire Fédéral,

J. BONNART, à Court-St-Etienne (Brabant)

Imp. Baré & Debehogne, r. de Fiennes, 63, Bruxelles